

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre des Transports, le 23 juin 1999, d'une demande d'avis, sur un projet d'arrêté ministériel "fixant les conditions auxquelles doivent répondre les personnes et les services ou organismes qui dispensent la formation et les personnes qui font passer les examens ou tests, nécessaires pour l'obtention du certificat de formation A.D.R.", a donné le 18 août 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 23 juni 1999 door de Minister van Vervoer verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot vaststelling van de voorwaarden, gesteld aan de personen en de diensten of instellingen die het onderricht verstrekken, en aan de personen die de examens of tests afnemen, nodig voor het bekomen van het A.D.R. opleidingsgetuigschrift", heeft op 18 augustus 1999 het volgende advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET

Fondement légal

Les annexes A et B de l'A.D.R. sont directement applicables en ce qui concerne le transport international. Elles ont été rendues applicables au transport national par l'article 2, § 1er, de l'arrêté royal du 12 novembre 1998 relatif au transport de marchandises dangereuses par route, à l'exception des matières explosibles et radioactives, conformément à la directive 94/55/CE du Conseil de l'Union européenne relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant le transport des marchandises dangereuses.

L'agrément des formations et des jurys d'examens est requis respectivement par les marginaux 240.200 à 240.203, et 240.400 à 240.402 de l'A.D.R.

L'arrêté en projet, qui règle ces agréments, contient les mesures nécessaires à l'exécution de ces dispositions.

Le fondement juridique de l'arrêté en projet est ainsi constitué par :

- 1° l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (A.D.R.) et les annexes, signés à Genève le 30 septembre 1957 et approuvés par la loi du 10 août 1960, notamment les marginaux 240.200 à 240.203 et 240.400 à 240.402;

.../...

- 2° la directive 94/55/CE du Conseil de l'Union européenne relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant le transport des marchandises dangereuses par route;
- 3° la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable, notamment l'article 1er, alinéa 1er;
- 4° l'arrêté royal du 26 mars 1993 relatif au certificat de formation pour les conducteurs d'unités de transport transportant par la route des matières dangereuses autres que les matières radioactives, notamment les articles 9, alinéa 1er, et 10.

Préambule

Les modifications suivantes doivent être apportées au préambule :

1. Au début du préambule, il convient d'écrire "Ministre de la Mobilité et des Transports" au lieu de "Ministre des Transports", conformément au titre établi à l'article 1er de l'arrêté royal du 12 juillet 1999, paru au Moniteur belge du 13 juillet 1999. La même observation vaut en ce qui concerne la signature.

.../...

2. L'alinéa 1er sera omis; en effet il n'est actuellement plus d'usage de viser le traité instituant la Communauté européenne, signé à Rome le 25 mars 1957.

3. A l'alinéa 2, devenant l'alinéa 1er, il convient d'omettre les références faites aux marginaux qui y sont énumérés et de ne faire référence qu'aux seuls marginaux cités ci-dessus (240.200 à 240.203 et 240.400 à 240.402).

4. Les alinéas 3 et 4, qui ne constituent pas le fondement légal de l'arrêté en projet, seront omis, les alinéa 5 et 6 devenant les alinéas 2 et 3.

5. Afin de se conformer à l'usage actuel (1), il convient d'insérer un alinéa nouveau, devenant l'alinéa 4, visant l'arrêté ministériel du 1er août 1996 fixant les conditions auxquelles doivent répondre les personnes et les services ou organismes qui dispensent la formation et les personnes qui font passer les examens ou tests nécessaires pour l'obtention du certificat de formation A.D.R., cet arrêté étant abrogé par l'article 15 du projet, et de

(1) Voir à ce sujet les recommandations et formules de légistique formelle les plus récentes, publiées sur le site Internet du Conseil d'Etat, à l'adresse suivante : <http://raadvt-consetat.fgov.be/>.

mentionner la directive 94/55/CE précitée sous la forme d'un considérant (1).

6. Enfin, il y a lieu, selon l'usage actuel, de remplacer le considérant, figurant à l'alinéa 7 du projet, par le visa suivant :

"Vu l'association des Gouvernements de région à l'élaboration du présent arrêté;"

Dispositif

Observation générale, relative à la transposition de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (A.D.R.) et les annexes, signés à Genève le 30 septembre 1957 et approuvés par la loi du 10 août 1960

Les dispositions de l'accord A.D.R. auxquelles le présent projet entend donner exécution sont celles figurant aux marginaux 240.200 à 240.203 et 240.400 à 240.402.

(1) Directive qui a déjà partiellement été transposée en droit interne par l'arrêté royal du 12 novembre 1998 relatif au transport des marchandises dangereuses par route, à l'exception des matières explosibles et radioactives (Moniteur belge du 24 décembre 1998).

Comme ces dispositions sont directement applicables en droit belge, il n'est pas, en principe, nécessaire d'en reproduire la teneur dans un texte de droit interne tel l'arrêté ministériel en projet.

Cependant, du point de vue de la légistique, par souci de clarté à l'égard des destinataires du projet, c'est-à-dire ceux qui sont candidats pour dispenser la formation ou pour faire passer les examens nécessaires pour l'obtention du certificat de formation A.D.R., il peut être utile de reprendre ces dispositions en droit interne. Il convient toutefois, en ce cas, de faire preuve de cohérence et de reproduire l'ensemble des prescriptions figurant aux marginaux exécutés.

Le texte devra être revu en conséquence.

Observations particulières

Chapitre premier

La numérotation des chapitres se fait en chiffres cardinaux romains, sauf celle du premier d'entre eux, qui se fait en toutes lettres. Conformément à l'usage, l'on écrira donc "Chapitre premier" au lieu de "Chapitre Ier".

Article 1er

Lorsqu'une partie d'article est citée dans une disposition, il convient de procéder à cette citation en

.../...

faisant figurer une virgule après le numéro de l'article et une virgule après la subdivision de l'article qui est citée. On écrira donc "l'article 10, § 1er, de l'arrêté royal" au lieu de "l'article 10, § 1er de l'arrêté royal". La même observation vaut en ce qui concerne les articles 8 et 9, § 1er.

Article 2

1. Dans les mots introduisant l'énumération, il serait préférable d'écrire "font" au lieu de "doivent faire".

2. Au 4°, ne convient-il pas de prévoir que la demande d'inscription doit comporter la mention des cours de spécialisation sur lesquels le candidat formateur désire être examiné en vue d'être habilité à donner des cours ? Les cours de spécialisation peuvent en effet porter sur plusieurs catégories de transport (voir l'article 3, 2°).

Article 3

Au 2°, il convient d'écrire "ou" au lieu de "et/ou".

.../...

Article 4

Il convient de diviser cet article en paragraphes, au lieu de le diviser en "1°", "2°", etc. Ce dernier mode de division ne s'emploie en effet qu'à l'intérieur d'une même phrase afin de distinguer les éléments d'une énumération. Au regard de cette observation, il y a lieu de remplacer la division en "a)" et "b)" qui figure dans le 2° (devenant le § 2), par une division en "1°" et "2°".

Au 2° (devenant le § 2), il n'est nécessaire de faire usage des majuscules à aucun endroit. La même observation vaut en ce qui concerne les articles 9, § 3, et 11, 6°.

Au 2°, a), (devenant le § 2, 1°), au regard des mots introductifs de l'énumération, il convient d'écrire "qui le préside" au lieu de "il préside le jury", afin d'éviter une redondance.

Article 5

Il convient d'omettre la division en "1°" et "2°" qui figure à cet article.

Dans le 2° (devenant l'alinéa 2), il est préférable d'écrire "visées" au lieu de "définies".

.../...

Article 6

L'alinéa 2 est à omettre. Le droit qui y est inscrit découle en effet déjà de l'article 32 de la Constitution.

Article 8

Il convient de remplacer la division en "1.", "2.", etc., par une division en "1°", "2°", etc.

Par ailleurs, il convient de mieux définir le "brevet européen de premiers secours" dont il est question au 3. (devenant le 3°). Par quelle norme la délivrance de ce brevet est-elle organisée ?

Enfin, il y a lieu d'écrire au même 3° "être titulaires ...".

Article 9

1. Il convient d'écrire "§ 1er" en chiffre ordinal, au lieu de "§ 1". Dans ce paragraphe, il convient d'écrire "articles 1er ou 7" au lieu de "articles 1 ou 7".

2. Au paragraphe 2, alinéa 1er, il est plus simple d'écrire "des certificats de formation précités" au lieu de "des certificats de formation pour les catégories de transport de marchandises dangereuses A, B ou D".

.../...

3. Au paragraphe 3, puisque tant les agents de niveau 1 que ceux de niveau 2 sont habilités à faire passer les examens et tests, ne convient-il pas d'habiliter également ceux de niveau 2+ à le faire ?

Article 10

Cet article 10 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 10. Si la personne agréée pour faire passer les examens ou les tests ne satisfait plus aux conditions prévues à l'article 9, ne se conforme pas aux instructions du ministre ou de son délégué, ou ne respecte pas les dispositions de l'A.D.R., le ministre ou son délégué adresse à la personne concernée une lettre recommandée à la poste lui faisant part des manquements constatés et l'invitant à exposer son point de vue. Si la personne concernée s'abstient d'exposer son point de vue dans le mois qui suit l'envoi de cette lettre ou si les explications fournies ne remettent pas en cause la constatation des manquements, l'agrément peut être retiré par le ministre ou son délégué.".

L'article 12 sera rédigé de manière similaire.

Observation générale, relative au chapitre III

Il n'apparaît pas dans ce chapitre, si le ministre, lorsqu'il est saisi d'une demande d'agrément par un service ou un organisme qui remplit les conditions fixées pour être

.../...

agréé, dispose encore d'un pouvoir d'appréciation pour statuer sur cette demande. Il serait utile que le texte soit plus explicite à ce propos.

Article 11

1. Au 1°, on écrira "sur le territoire belge".

2. Au 4°, on écrira "par les articles 1er, 7 ou 8, selon le cas;".

Article 13

1. Dans les mots introductifs de l'énumération, il serait préférable d'écrire "contient" au lieu de "doit contenir".

2. A l'alinéa 2, il convient d'insérer l'article "les" au début du 1°, ainsi que l'article "le" au début du 6°.

A l'alinéa 2, 3°, les mots "est joint à l'appui de la demande" seront omis car ils font double emploi avec les mots introductifs de l'énumération.

.../...

Chapitre IV (nouveau)

Il convient de faire figurer un nouveau chapitre, incluant les articles 15 et 16, intitulé "Disposition abrogatoire et entrée en vigueur".

Article 15

Il convient d'écrire "1er août 1996" en chiffre ordinal, au lieu de "1 août 1996".

Observations finales

1. L'arrêté en projet invite les services ou personnes concernés à s'adresser tantôt à "l'administration du Ministre qui a le transport par terre dans ses attributions", tantôt au "Ministère des Communications et de l'Infrastructure, Administration de la Réglementation de la Circulation et de l'Infrastructure, Service circulation routière, Direction technique, Section A.D.R.".

Dans un souci de simplification administrative, il y a lieu d'écrire que les demandes ou informations doivent être adressées au ministre qui a le transport par terre dans ses attributions.

.../...

2. Après que l'arrêté royal du 26 mars 1993 relatif au certificat de formation pour les conducteurs d'unités de transport transportant par la route des matières dangereuses autres que les matières radioactives a été cité avec son intitulé complet dans le dispositif, il convient de faire référence à cet arrêté en écrivant "l'arrêté du 26 mars 1993 précité".

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Rechtsgrond

De bijlagen A en B van het A.D.R. zijn rechtstreeks van toepassing wat het internationaal vervoer betreft. Ze zijn van toepassing gemaakt op het nationaal vervoer bij artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit van 12 november 1998 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen, overeenkomstig richtlijn 94/55/EG van de Raad van de Europese Unie betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Staten inzake het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg.

Krachtens de randnummers 240.200 tot 240.203, en 240.400 tot 240.402 van het A.D.R. moeten respectievelijk de opleidingen en de examencommissies erkend zijn.

Het ontworpen besluit, waarin die erkenningen worden geregeld, bevat de maatregelen die nodig zijn voor de tenuitvoerlegging van die bepalingen.

De rechtsgrond van het ontwerpen besluit bestaat bijgevolg uit :

- 1° het Europees Verdrag betreffende het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen over de weg (A.D.R.) en de bijlagen, ondertekend te Genève op 30 september 1957, en goedgekeurd bij de wet van 10 augustus 1960, in-

.../...

zonderheid de randnummers 240.200 tot 240.203 en 240.400 tot 240.402;

- 2° richtlijn 94/55/EG van de Raad van de Europese Unie betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Staten inzake het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg;
- 3° de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg, inzonderheid artikel 1, eerste lid;
- 4° het koninklijk besluit van 26 maart 1993 betreffende het opleidingsgetuigschrift voor bestuurders van transport-eenheden die gevaarlijke, andere dan radioactieve stoffen over de weg vervoeren, inzonderheid de artikelen 9, eerste lid, en 10.

Aanhef

De volgende wijzigingen moeten in de aanhef worden aangebracht :

1. In het begin van de aanhef schrijve men : "Minister van Mobiliteit en Vervoer" in plaats van "Minister van Vervoer", overeenkomstig de titel die is vastgesteld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 juli 1999, dat verschenen is in het Belgisch Staatsblad van 13 juli 1999. Dezelfde opmerking geldt voor de ondertekening.

.../...

2. Het eerste lid moet vervallen; het is immers thans niet meer gebruikelijk te verwijzen naar het verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, ondertekend te Rome op 25 maart 1957.

3. In het tweede lid, dat het eerste lid wordt, dienen de verwijzingen naar de randnummers die daarin worden opgesomd te vervallen, en hoeft alleen verwezen te worden naar de bovengenoemde randnummers (240.200 tot 240.203 en 240.400 tot 240.402).

4. Het derde en het vierde lid, die geen rechtsgrond opleveren voor het ontworpen besluit, moeten vervallen; het vijfde en het zesde lid worden dan het tweede en het derde lid.

5. Zoals thans gebruikelijk is⁽¹⁾, behoort een nieuw lid te worden ingevoegd, dat het vierde lid wordt, waarin verwezen wordt naar het ministerieel besluit van 1 augustus 1996 tot vaststelling van de voorwaarden, gesteld aan de personen en de diensten of instellingen die het onderricht verstrekken, en aan de personen die de examens of tests afnemen, nodig voor het bekomen van het A.D.R.-

(1) Zie in dat verband de recentste wetgevingstechnische aanbevelingen en formules, bekendgemaakt op de website van de Raad van State, op het volgende adres : <http://raadfst-consetat.fgov.be/>.

opleidingsgetuigschrift, aangezien dat besluit bij artikel 15 van het ontwerp wordt opgeheven, en behoort de genoemde richtlijn 94/55/EG te worden vermeld in een verwijzing die begint met "Gezien" (1).

6. Ten slotte behoort, zoals thans gebruikelijk is, de overweging in het zevende lid van het ontwerp vervangen te worden door de volgende formulering :

"Gelet op de omstandigheid dat de gewestregeringen bij het ontwerpen van dit besluit betrokken zijn;".

Dispositief

Algemene opmerking met betrekking tot de omzetting van het Europees Verdrag betreffende het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen over de weg (A.D.R.) en van de bijlagen, ondertekend op 30 september 1957, te Genève, en goedgekeurd bij de wet van 10 augustus 1960

De bepalingen van het A.D.R.-verdrag waaraan dit ontwerp uitvoering wil geven, zijn de bepalingen onder de randnummers 240.200 tot 240.203 en 240.400 tot 240.402.

(1) Deze richtlijn is reeds gedeeltelijk omgezet in het intern recht bij het koninklijk besluit van 12 november 1998 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen (Belgisch Staatsblad van 24 december 1998).

Aangezien die bepalingen rechtstreeks van toepassing zijn in het Belgisch recht, is het in principe niet nodig de inhoud ervan over te nemen in een interne rechtsregeling zoals het ontworpen ministerieel besluit.

Uit wetgevingstechnisch oogpunt kan het evenwel, ter wille van de duidelijkheid voor de doelgroep van het ontwerp, namelijk diegenen die de opleiding willen verstrekken of die de examens willen afleggen die nodig zijn om een A.D.R.-opleidingsgetuigschrift te behalen, dienstig zijn die bepalingen in het intern recht over te nemen. In dat geval moet echter wel op een coherente wijze te werk worden gegaan en moeten de gezamenlijke voorschriften die onder de ten uitvoer gelegde randnummers staan, worden overgenomen.

Het ontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.

Bijzondere opmerkingen

Hoofdstuk I

De hoofdstukken worden zowel in het Nederlands als in het Frans genummerd met hoofdtelwoorden in Romeinse cijfers, behalve het eerste hoofdstuk van de Franse tekst, dat voluit wordt geschreven. Men schrijve dus in de Franse tekst, zoals gebruikelijk is, "Chapitre Premier" in plaats van "Chapitre Ier".

.../...

Artikel 1

Wanneer in een bepaling verwezen wordt naar een onderdeel van een artikel, behoort in die verwijzing na het nummer van het artikel en na de onderverdeling van het artikel waarnaar verwezen wordt, telkens een komma te worden geplaatst. Men schrijve dus "artikel 10, § 1, van het koninklijk besluit". Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 8 en 9, § 1.

Artikel 2

1. In de zin waarmee de opsomming wordt ingeleid, is het verkieslijk te schrijven "zenden (...) aan de administratie van de minister (...) toe" dan "moeten (...) bij de Administratie van de Minister (...) toezenden".

2. Dient in 4° niet te worden bepaald dat in de inschrijvingsaanvraag vermeld moet worden over welke specialisatiecursussen de kandidaat-lesgever geëxamineerd wenst te worden met het oog op het verkrijgen van de machtiging om les te geven? De specialisatiecursussen kunnen immers betrekking hebben op verschillende vervoers-categorieën (zie artikel 3, 2°).

Artikel 3

In 2° schrijve men "of" in plaats van "en/of".

.../...

Artikel 4

Dit artikel dient in paragrafen te worden ingedeeld in plaats van te worden ingedeeld in "1°", "2°", enz. Laatstgenoemde wijze van indelen wordt immers alleen gebruikt binnen eenzelfde zin om de onderdelen van een opsomming te onderscheiden. Rekening houdend met deze opmerking dient de indeling in "a)" en "b)" in 2° (dat § 2 wordt) vervangen te worden door een indeling in "1°" en "2°".

In 2° (dat § 2 wordt) hoeven nergens hoofdletters te worden gebruikt. Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 9, § 3, en 11, 6°.

In 2°, a), (dat § 2, 1° wordt), schrijve men, rekening houdend met de formulering waarmee de opsomming wordt ingeleid, "... , die haar voorzit;" in plaats van "; hij is voorzitter van de commissie;", om nodeloze herhalingen te voorkomen.

Artikel 5

De indeling in "1°" en "2°" in dit artikel moet vervallen.

De bepaling onder 2° (dat het tweede lid wordt) zou beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Het in artikel 1, 3°, bedoelde brevet wordt verleend aan de kandidaat die voor elk van de in artikel 3 genoemde vakken 80 % van de punten behaalt".

Artikel 6

Het tweede lid moet vervallen. Het recht dat erin wordt vastgelegd vloeit immers reeds voort uit artikel 32 van de Grondwet.

Artikel 8

De indeling in "1.", "2.", enz. moet vervangen worden door een indeling in "1°", "2°", enz.

Bovendien behoort het "Europees brevet voor het verlenen van eerste hulp" waarvan sprake in 3. (dat 3° wordt) beter gedefinieerd te worden. Hoe is de afgifte van dat brevet geregeld ?

Ten slotte schrijve men in de Franse tekst van hetzelfde onderdeel 3° "être titulaires ...".

Artikel 9

1. In de Franse tekst schrijve men "§ 1er" met een rangtelwoord, in plaats van "§ 1". In de Franse tekst van

.../...

die paragraaf schrijve men "articles 1er ou 7" in plaats van "articles 1 ou 7".

2. In paragraaf 2, eerste lid, is het eenvoudiger te schrijven "de genoemde opleidingsgetuigschriften" in plaats van "de opleidingsgetuigschriften voor de categorieën van vervoer van gevaarlijke goederen A, B of D".

3. Behoren in paragraaf 3, aangezien zowel de ambtenaren van niveau 1 als die van niveau 2 gemachtigd worden om de examens en tests af te nemen, niet ook de ambtenaren van niveau 2+ daartoe gemachtigd te worden ?

Artikel 10

Het zou beter zijn dit artikel als volgt te stellen :

"Art. 10. Indien de persoon die erkend is om de examens of tests af te nemen niet meer voldoet aan de in artikel 9 gestelde voorwaarden, zich niet voegt naar de onderrichtingen van de minister of diens gemachtigde, of de bepalingen van het A.D.R. niet in acht neemt, stuurt de minister of diens gemachtigde de betrokken persoon een ter post aangezekende brief, waarin hij de betrokkene op de hoogte brengt van de vastgestelde tekortkomingen en hem verzoekt zijn standpunt daarover uiteen te zetten. Indien de betrokken persoon zijn standpunt niet uiteenzet binnen een

.../...

maand na het versturen van die brief of indien de verstrekte uitleg niets afdoet aan de vastgestelde tekortkomingen, kan de erkenning door de minister of diens gemachtigde worden ingetrokken."

Artikel 12 moet op een soortgelijke wijze worden gesteld.

Algemene opmerking met betrekking tot hoofdstuk III

Uit dit hoofdstuk blijkt niet of de minister, wanneer bij hem een verzoek tot erkenning wordt ingediend door een dienst of instelling die voldoet aan de voorwaarden om erkend te worden, nog over een beoordelingsbevoegdheid beschikt om over dat verzoek uitspraak te doen. Het zou nuttig zijn dat het ontwerp daarover duidelijker is.

Artikel 11

1. In 1° schrijve men in de Franse tekst "sur le territoire belge".

2. In 4° schrijve men : "... aan de voorwaarden gesteld in artikel 1, 7 of 8, naar gelang van het geval;";

.../...

Artikel 13

1. Het zou beter zijn in de formulering waarmee de opsomming wordt ingeleid "bevat" te schrijven in plaats van "dient te bevatten".

2. In het tweede lid behoort in 1° en in 6° telkens het lidwoord te worden vermeld; men schrijve dus : "de benaming, het statuut en het adres van de dienst of instelling" en "het maximum aantal kandidaten ...".

In het tweede lid, 3°, moeten de woorden "wordt bijgevoegd tot staving van de aanvraag" vervallen, omdat ze de woorden waarmee de opsomming wordt ingeleid, overlappen.

Hoofdstuk IV (nieuw)

Er dient een nieuw hoofdstuk te worden ingevoegd, dat de artikelen 15 en 16 omvat, met als opschrift "Opheffingsbepaling en inwerkingtreding".

Artikel 15

In de Franse tekst schrijve men "1er août 1996" met een rangtelwoord in plaats van "1 août 1996".

.../...

Slotopmerkingen

1. In het ontworpen besluit worden de betrokken diensten of personen de ene keer verzocht zich te wenden tot de "administratie van de Minister tot wiens bevoegdheid het vervoer te land behoort" en de andere keer tot het "Ministerie van Verkeer en Infrastructuur, Bestuur van de Verkeersreglementering en van de Infrastructuur, Dienst Wegverkeer, Technische Directie, afdeling A.D.R.".

Ter wille van de administratieve vereenvoudiging schrijve men dat de verzoeken of inlichtingen gericht moeten worden aan de minister die bevoegd is voor het vervoer te land.

2. Nadat het koninklijk besluit van 26 maart 1993 betreffende het opleidingsgetuigschrift voor bestuurders van transporteenheden die gevaarlijke, andere dan radioactieve stoffen over de weg vervoeren een eerste keer met het volledige opschrift in het dispositief is genoemd, dient naar dat besluit te worden verwezen met de woorden "het genoemde besluit van 26 maart 1993".

La chambre était composée de

Messieurs R. ANDERSEN,
de Heren

 P. LEWALLE,
 P. QUERTAINMONT,

 F. DELPEREE,
 J.-M. FAVRESSE,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire.

La concordance entre la
version française et la ver-
sion néerlandaise a été véri-
fiée sous le contrôle de
M. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

Het verslag werd uitge-
bracht door de H. L. DETROUX,
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd op-
gesteld en toegelicht door de
H. C. AMELYNCK, referendaris.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. ANDERSEN